

Questions orales

M. Mulroney: Seuls les députés relèvent de ma compétence et après avoir regardé agir quelques-uns d'entre vous hier, je ne suis pas certain de vouloir conserver cette responsabilité.

Des voix: Bravo!

[Français]

Mme Finestone: C'est dommage que le message du premier ministre n'ait pas été compris encore une fois. Si le message du premier ministre est aussi clair que ça semble l'être, si les Américains le comprennent, comment se fait-il qu'ils n'ont pas bien compris et qu'ils aient véhiculé des messages complètement différents?

L'IMPORTANCE DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Ma question est la suivante: Quand le premier ministre va-t-il faire comprendre aux Américains que le bilinguisme et le multiculturalisme sont essentiels au fait Canadien? Quand est-ce qu'il va faire véhiculer cette idée? Quand?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, quand M. Trudeau était premier ministre—et il a donné sa version du Canada—son appréciation du Canada n'a pas été nécessairement endossée par tous les Canadiens et encore moins par tous les Québécois. Cela ne voulait pas dire que M. Trudeau a raté son obligation de renseigner parfaitement tous les Canadiens et tous les Québécois sur sa position.

Je pense qu'il est également vrai que, nonobstant la clarté de la position adoptée par le gouvernement du Canada et le Parlement canadien, il se peut qu'il y ait quelques Américains, y compris peut-être un sénateur ou deux, qui ne partagent pas entièrement notre point de vue. C'est malheureux pour eux, ils vont être obligés de s'instruire davantage, mais la position du gouvernement du Canada en ce qui concerne la protection de notre culture et de notre langue est sans équivoque, et sans équivoque en tout temps et toutes circonstances, et la députée de Mount Royal le sait fort bien.

● (1430)

[Traduction]

LES OPINIONS D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai l'impression que le premier ministre ne prend pas cette question suffisamment au sérieux.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: J'ai l'impression d'entendre à nouveau les déclarations faites par le champion Clark au cours du débat de 1987 sur le libre-échange. Compte tenu de l'importance que le gouvernement du premier ministre prétend accorder à ses relations avec le Congrès, comment se fait-il qu'il n'ait pas réussi à donner une idée plus réaliste de cette question à ce sénateur important, le président du sous-comité du commerce du Sénat américain?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à l'un de mes amis, il faudrait, je suppose, poser la question à l'éminent sénateur de Hawaii.

L'opinion qu'il a exprimée, comme chacun sait, va foncièrement à l'encontre de celle de tous les députés de la Chambre, quel que soit leur parti. Mon collègue le sait. Par exemple, il sait que quand le président Reagan a pris la parole ici au nom du peuple et du gouvernement américains, il a fait manifestement allusion aux différences culturelles et linguistiques qui font partie de notre patrimoine. C'est pourquoi je ne vois pas ce qui intrigue tant mon collègue. S'il y a un problème, il devrait peut-être en parler au sénateur auquel on attribue cette déclaration, et non à moi. Je n'y suis pour rien.

LA RAISON DE LA DÉCLARATION D'UN SÉNATEUR AMÉRICAIN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ce qui me sidère, c'est que le premier ministre n'a pas encore saisi qu'il y a une différence entre convaincre le président des États-Unis et convaincre le Congrès américain sur cette question cruciale du libre-échange. Comment se fait-il qu'un sénateur américain extrêmement important fasse des déclarations sur la culture française dans notre pays qui ne concordent absolument pas avec la réalité évidente pour tous ceux qui vivent dans notre pays ou qui le connaissent?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il y a quelques jours ou peut-être quelques semaines, l'un des collègues de mon honorable ami du NPD a posé une question au sujet d'un membre démocrate du Congrès des États-Unis, M. Sikorski, qui, étant de passage dans notre pays, a sermonné les Canadiens et le gouvernement du Canada au sujet des pluies acides. J'ai pris la liberté de déclarer que ce M. Sikorski, membre du Congrès, ferait mieux d'essayer de convaincre les dirigeants du parti démocratique au Sénat et à la Chambre des représentants, lesquels pour la plupart s'opposent à la position adoptée par le Parlement du Canada, de changer d'avis, afin que nous puissions conclure les accords et signer les documents souhaités. Je pense qu'il conviendrait de faire de même en l'occurrence.

Si un membre de la majorité démocratique ou peut-être de la minorité républicaine au Sénat exprime des opinions qui vont à l'encontre de celles des députés de la Chambre, nous vivons dans un pays libre et cette personne a le droit d'avoir ses opinions propres, même si aucun d'entre nous à la Chambre des communes ne les partage. C'est à lui et à ses collègues américains de résoudre le problème. Toutefois, le député peut être certain que cette opinion ne reflète nullement les attitudes adoptées par les responsables dans ce secteur.

LES COMMUNICATIONS AVEC LES SÉNATEURS AMÉRICAINS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je reviens sur le fait qu'il ne s'agit pas de n'importe quel sénateur venant de débarquer au Canada; il s'agit du président du sous-comité du commerce. Il doit accepter ou rejeter les conditions de l'accord sur le libre-échange auquel le premier ministre tient beaucoup. Le premier ministre n'a-t-il pas tout simplement communiqué avec un sénateur aussi important que celui-ci par l'intermédiaire de ses ambassadeurs et de ses différents envoyés? Ou a-t-il exprimé des opinions qui ont incité ce sénateur à faire des déclarations aussi ridicules?